

## Le Groupe Financier Banque TD affiche d'excellents résultats pour le premier trimestre et augmente son dividende

### Points saillants financiers du premier trimestre

- Le bénéfice dilué par action comme présenté<sup>1</sup> s'est établi à 0,95 \$ contre 0,88 \$ pour le premier trimestre du dernier exercice.
- Le bénéfice dilué par action avant amortissement des actifs incorporels<sup>2</sup> s'est dégagé à 1,08 \$ par rapport à 1,15 \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent.
- Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires comme présenté s'est élevé à 19,5 % ce trimestre en regard de 19,8 % il y a un an.
- Le rendement du capital investi<sup>3</sup> a été de 17,9 % contre 21,1 % pour le premier trimestre de l'exercice précédent.
- Le bénéfice net comme présenté a atteint 630 millions de dollars comparativement à 582 millions de dollars pour le premier trimestre du dernier exercice.
- Le bénéfice net avant amortissement des actifs incorporels s'est dégagé à 717 millions de dollars contre 761 millions de dollars il y a un an.

Le bénéfice dilué par action indiqué ci-dessus comprend les éléments suivants :

- un recouvrement de 20 millions de dollars après impôts (3 cents l'action) de prêts secondaires lié aux montants qui constituaient précédemment les provisions sectorielles comparativement à une annulation de 130 millions de dollars après impôts (20 cents l'action) de provisions sectorielles pour le premier trimestre de l'exercice précédent;
- une annulation de la provision générale pour prêts douteux de 23 millions de dollars après impôts (3 cents l'action);
- l'incidence de la note d'orientation concernant la comptabilité 13 (NOC-13), soit une perte de 10 millions de dollars après impôts ((2) cents l'action) par rapport à une perte de 21 millions de dollars après impôts ((3) cents l'action) pour le premier trimestre du dernier exercice.

**TORONTO – le 24 février 2005** – Le Groupe Financier Banque TD (GFBTD) a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour le trimestre terminé le 31 janvier 2005. Les résultats du trimestre reflètent la croissance constante du bénéfice des Services bancaires personnels et commerciaux et le rendement vigoureux de Gestion de patrimoine et des Services bancaires en gros. La Banque a également annoncé une hausse du dividende trimestriel de 4 cents pour un total de 40 cents, en hausse de 11,1 % l'action ordinaire entièrement libérée pour le trimestre terminé le 30 avril 2005, payable au plus tôt le 30 avril 2005.

«Depuis quelque temps, l'équipe de haute direction du GFBTD met l'accent sur la mise en application de stratégies simples dans chacune de nos trois entreprises en visant l'excellence opérationnelle et l'utilisation efficace du capital. Les résultats du trimestre démontrent que ces stratégies fonctionnent, a dit W. Edmund Clark, président et chef de la direction du Groupe Financier Banque TD. La décision du conseil d'administration d'accroître le dividende souligne la solidité de notre bénéfice durable et permet d'atteindre la fourchette cible de notre ratio de distribution.» M. Clark a également indiqué que les fonds propres de

première catégorie de la Banque se sont élevés à 13,0 % pour le trimestre, une amélioration en regard de 10,9 % à la fin du premier trimestre de 2004.

### RENDEMENT DES SECTEURS D'ACTIVITÉ AU PREMIER TRIMESTRE

#### Services bancaires personnels et commerciaux

Les Services bancaires personnels et commerciaux de TD Canada Trust ont continué à jouer un rôle déterminant dans la croissance des bénéfices de la Banque, grâce à d'excellents résultats pour le trimestre. Le bénéfice avant amortissement des actifs incorporels a dépassé les attentes, avec une hausse de 21 % par rapport au même trimestre du dernier exercice.

«Les Services bancaires personnels et commerciaux ont connu un trimestre remarquable tant sur le plan des services bancaires de détail que du côté des produits d'assurance, a affirmé M. Clark. Le 1<sup>er</sup> février a marqué le cinquième anniversaire de l'acquisition de Canada Trust,

<sup>1</sup> Les résultats comme présentés sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

<sup>2</sup> Les résultats avant amortissement des actifs incorporels et les résultats comme présentés figurant dans le présent rapport sont expliqués en détail en page 3 à la section «Présentation de l'information financière de la Banque».

<sup>3</sup> Le rendement du capital investi est expliqué en détail à la page 4 à la rubrique «Profit économique et rendement du capital investi».

et les bénéficiaires de TD Canada Trust pour le trimestre ont atteint des niveaux sans précédent.»

Les résultats records du trimestre sont surtout attribuables à la vigueur des ventes d'assurances et à la baisse des taux de réclamations ainsi qu'à la croissance solide des prêts immobiliers garantis et des dépôts de base et dépôts des entreprises. Le bénéfice des Services bancaires personnels et commerciaux tient aussi à l'amélioration de l'efficacité et à la diminution des provisions pour pertes sur créances du volet crédit à la consommation. Les marges des taux d'intérêt sont demeurées relativement au même niveau pour un troisième trimestre consécutif.

### Gestion du patrimoine

La robustesse des ventes de fonds communs de placement ainsi que l'accroissement du rendement des services de conseil ont stimulé les résultats de l'unité Gestion de patrimoine de la Banque.

Ces bons résultats ont été atténués par les volumes de courtage à escompte qui ont été inférieurs à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni. Ainsi, le bénéfice avant amortissement des actifs incorporels de Gestion de patrimoine a baissé de 12 %, mais il a augmenté de 56 % en regard du quatrième trimestre.

«Les résultats par rapport à il y a un an de Gestion de patrimoine demeurent encourageants compte tenu des investissements actuels dans l'infrastructure et dans notre équipe de vente des services de conseil et étant donné que la diminution des volumes de courtage à escompte ne s'était pas produite au premier trimestre de l'exercice précédent, a expliqué M. Clark. Les résultats du trimestre prouvent que nous avons plusieurs outils solides pour assurer la croissance de notre entreprise de gestion de patrimoine, au moment où de plus en plus de clients font appel à nos services de conseil et nos fonds communs de placement.»

### Services bancaires en gros

Les Services bancaires en gros ont enregistré des résultats vigoureux pour le trimestre. Les services de placement, les activités relatives aux actions et les services de conseil de Valeurs Mobilières TD au Canada sont responsables en grande partie de l'augmentation des bénéficiaires. Les

revenus de négociation ont diminué en regard du niveau exceptionnel inscrit au premier trimestre du dernier exercice, principalement en raison du rendement plus faible de nos activités de négociation d'actions. Les résultats des services de banque d'affaires sont demeurés au même niveau d'un exercice à l'autre.

«Les Services bancaires en gros ont affiché un robuste rendement du capital investi de 22,9 % pour le trimestre ainsi qu'un bénéfice net et un profit économique solides, a affirmé M. Clark. Nous avons atteint ces résultats avec des actifs pondérés en fonction des risques et des capitaux investis moins importants.»

### Siège social

La Banque a enregistré un recouvrement de 20 millions de dollars après impôts (3 cents l'action) de prêts secondaires en ce qui a trait aux montants qui constituaient précédemment les provisions sectorielles et une annulation de 23 millions de dollars après impôts (3 cents l'action) de la provision générale pour prêts douteux au cours du trimestre.

La Banque a subi une perte de 10 millions de dollars après impôts ou de 2 cents l'action ce trimestre du fait de l'incidence de la note d'orientation concernant la comptabilité 13 (NOC-13), qui exige que la Banque évalue à la valeur du marché sa protection de crédit à l'égard de son portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Après le trimestre, les actionnaires de Banknorth Group, Inc. ont approuvé l'acquisition proposée par la Banque d'une participation de 51 % dans Banknorth. L'opération devrait être conclue le ou vers le 1<sup>er</sup> mars 2005. À partir du deuxième trimestre, les résultats de Banknorth seront présentés à titre de quatrième secteur d'activité du GBFTD : Services bancaires personnels et commerciaux des États-Unis.

### CONCLUSION

«Le conseil d'administration et l'équipe de haute direction sont très heureux de la performance de la Banque pour le trimestre et estiment que nous sommes en position pour connaître un excellent exercice 2005 au cours duquel nous fêterons notre 150<sup>e</sup> anniversaire, a dit M. Clark. Nous continuerons sur notre lancée avec l'ajout, au deuxième trimestre, des résultats de Banknorth, qui, à notre avis, constitue la meilleure plate-forme de croissance aux États-Unis de l'industrie.»

### Mise en garde à l'égard des déclarations prospectives

*De temps à autre, la Banque fait des déclarations prospectives, écrites ou verbales, y compris dans le présent rapport, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux dispositions d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis. Les déclarations prospectives comprennent, entre autres, des déclarations concernant les objectifs de la Banque et ses stratégies pour les atteindre, les perspectives pour les unités d'exploitation de la Banque, ainsi que la performance financière prévue de la Banque. Les déclarations prospectives se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme «croire», «prévoir», «pouvoir» et les verbes au futur et au conditionnel. Les risques et incertitudes associés à ces déclarations sont de nature générale ou spécifique et peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les déclarations prospectives. Certains des facteurs qui pourraient entraîner de tels écarts incluent les risques, notamment, de crédit, de marché, d'illiquidité, de taux d'intérêt, d'exploitation et autres présentés dans le rapport de gestion du présent rapport et d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation du Canada et auprès de la SEC, y compris le Rapport annuel de 2004 de la Banque; les conditions économiques et commerciales générales au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays où la Banque exerce des activités; l'incidence des modifications apportées aux politiques monétaires dans les juridictions et les variations des taux de change des devises de ces juridictions; le degré de concurrence sur les marchés où la Banque exerce ses activités, de la part des concurrents établis comme des nouveaux venus; les modifications aux lois ou à la réglementation; la précision et l'intégralité des informations que la Banque recueille à l'égard des clients et des contreparties; la conception de nouveaux produits et services et le moment où ils sont lancés sur le marché; la capacité de la Banque à réaliser et à intégrer les acquisitions, y compris l'acquisition d'une participation de 51 % dans Banknorth Group Inc.; la capacité de la Banque à recruter et à conserver des dirigeants clés; la fiabilité de tiers à fournir les infrastructures nécessaires aux activités de la Banque; l'évolution de la technologie; les modifications des lois fiscales; les procédures judiciaires ou réglementaires imprévues; l'incidence néfaste continue des litiges dans le secteur des valeurs mobilières aux États-Unis; les changements imprévus dans les habitudes de consommation et d'épargne des consommateurs; l'incidence possible sur les activités de la Banque des conflits internationaux, du terrorisme ou de catastrophes naturelles comme des séismes; la capacité de la direction à prévoir et à gérer les risques associés à ces facteurs et à réaliser les stratégies de la Banque. Cette liste n'est pas exhaustive de tous les facteurs possibles. D'autres facteurs peuvent nuire aux résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section débutant à la page 37 du Rapport annuel de 2004 de la Banque à l'égard de l'incidence que pourraient avoir sur les résultats réels certains facteurs clés. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque et ne doit pas se fier indûment aux déclarations prospectives de la Banque. La Banque n'effectuera pas de mise à jour des déclarations prospectives, écrites ou verbales, qui peuvent être faites de temps à autre par nous ou en notre nom.*

## RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion est en date du 24 février 2005. Des renseignements additionnels peuvent être obtenus sur la Banque sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com) ainsi que sur le site Web de la Banque à l'adresse [www.td.com](http://www.td.com).

### NOTRE RENDEMENT

#### Présentation de l'information financière de la Banque

La Banque dresse ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, dont les aspects pertinents sont présentés aux pages 11 à 23 du présent rapport aux actionnaires du premier trimestre. La Banque désigne les résultats dressés selon les PCGR comme étant les résultats «comme présentés».

La Banque utilise également les résultats avant amortissement des actifs incorporels pour évaluer chacun de ses secteurs d'activité et pour mesurer sa performance globale. Ainsi, la Banque déduit l'amortissement des actifs incorporels des résultats comme présentés. L'amortissement des actifs incorporels de la Banque se rapporte en grande partie à l'acquisition de Canada Trust au cours de l'exercice 2000. La Banque exclut l'amortissement des actifs incorporels puisque

cette approche reflète sa méthode de gestion interne. Par conséquent, la Banque estime que les résultats avant amortissement des actifs incorporels procurent au lecteur un aperçu de ses résultats permettant une comparaison significative d'une période à l'autre.

Comme il est expliqué, les résultats avant amortissement des actifs incorporels sont différents des résultats présentés selon les PCGR. L'expression «résultats avant amortissement des actifs incorporels» et les termes connexes utilisés aux présentes ne sont pas définis par les PCGR et, par conséquent, ils pourraient avoir une signification différente d'une terminologie similaire utilisée par d'autres émetteurs. Le tableau ci-après présente un rapprochement des résultats avant amortissement des actifs incorporels et des résultats comme présentés de la Banque.

#### Rapprochement des résultats avant amortissement des actifs incorporels et des résultats comme présentés (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés les	
	31 janvier 2005	31 janvier 2004
Revenu d'intérêts net	1 411 \$	1 445 \$
Provision pour (annulation de) pertes sur créances	10	(104)
Autres revenus	1 395	1 300
Frais autres que d'intérêts	1 811	1 755
<b>Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices</b>	<b>985</b>	1 094
Charge d'impôts sur les bénéfices	268	333
<b>Bénéfice net avant amortissement des actifs incorporels</b>	<b>717 \$</b>	761 \$
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	87	179
<b>Bénéfice net applicable aux actions ordinaires – comme présenté</b>	<b>630 \$</b>	582 \$
(en dollars canadiens)		
Bénéfice net de base par action ordinaire – comme présenté	0,96 \$	0,89 \$
Bénéfice net dilué par action ordinaire – comme présenté	0,95	0,88
Bénéfice net de base par action ordinaire – avant amortissement des actifs incorporels	1,09	1,16
Bénéfice net dilué par action ordinaire – avant amortissement des actifs incorporels	1,08	1,15

Certains chiffres correspondants ont été retraités. Se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

#### Bénéfice net

Le bénéfice net comme présenté a atteint 630 millions de dollars pour le premier trimestre de 2005 contre 582 millions de dollars pour le même trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice de base par action comme présenté s'est élevé à 0,96 \$ contre 0,89 \$ l'action pour le même trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action comme présenté a été de 0,95 \$ pour le trimestre en regard de 0,88 \$ l'action pour le trimestre correspondant du dernier exercice. Le rendement de l'avoir en actions ordinaires comme présenté, de manière annualisée, s'est établi à 19,5 % pour le trimestre par rapport à 19,8 % pour le même trimestre du dernier exercice.

Le bénéfice net avant amortissement des actifs incorporels pour le premier trimestre de 2005 s'est dégagé à 717 millions de dollars comparativement à 761 millions de dollars il y a un an. Le bénéfice de base par action avant amortissement des actifs incorporels a atteint 1,09 \$ l'action contre 1,16 \$ l'action pour le même trimestre du dernier exercice. Le bénéfice dilué par action avant amortissement des actifs incorporels a été de 1,08 \$ l'action pour le trimestre en regard de 1,15 \$ l'action pour le même trimestre de l'exercice précédent. Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires avant amortissement des actifs incorporels, de manière annualisée, s'est établi à 22,1 % pour le trimestre contre 26,0 % pour le même trimestre du dernier exercice.

### Profit économique et rendement du capital investi

La Banque utilise le profit économique comme outil de mesure de la création de valeur pour les actionnaires. Le profit économique représente le bénéfice net avant amortissement des actifs incorporels moins une charge au titre du capital investi moyen. Le capital investi moyen est égal à l'avoir moyen en actions ordinaires plus le montant moyen cumulatif de l'amortissement des écarts d'acquisition et des actifs incorporels, déduction faite des impôts, à la date du bilan. Le taux utilisé pour la charge au titre du capital investi correspond au coût en capital déterminé par rapport au modèle d'évaluation des actifs financiers. La charge représente un rendement minimum présentement exigé par les porteurs d'actions ordinaires sur le capital investi de la Banque. Le but de la Banque est de générer un profit économique positif et croissant.

Le rendement du capital investi (RCI) est obtenu en divisant le bénéfice net avant amortissement des actifs incorporels par le capital moyen investi. Le RCI est une variante de la mesure du profit économique qui s'avère utile comparativement au coût en capital. Le RCI et le coût en capital sont des pourcentages, tandis que le profit économique est exprimé en dollars. Lorsque le RCI excède le coût en capital, le profit économique est positif. Le but de la Banque est de maximiser le profit économique en générant un RCI supérieur au coût en capital.

Le profit économique et le RCI ne sont pas des termes définis par les PCGR. Par conséquent, ils pourraient avoir une signification différente d'une terminologie similaire utilisée par d'autres émetteurs. Le tableau ci-après présente un rapprochement du profit économique de la Banque, du rendement du capital investi et du bénéfice net avant amortissement des actifs incorporels. Les résultats avant amortissement des actifs incorporels et les termes connexes sont décrits à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque».

### Rapprochement du profit économique, du rendement du capital investi et du bénéfice net avant amortissement des actifs incorporels

(en millions de dollars canadiens)	<i>Pour les trois mois terminés les</i>	
	<b>31 janvier 2005</b>	31 janvier 2004
Avoir moyen en actions ordinaires	<b>12 846 \$</b>	11 665 \$
Montant cumulatif moyen de l'amortissement des écarts d'acquisition/ des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	<b>3 080</b>	2 666
Capital investi moyen	<b>15 926 \$</b>	14 331 \$
Taux de la charge au titre du capital investi	<b>10,1 %</b>	10,7 %
Charge au titre du capital investi	<b>(405)</b>	(385)
Bénéfice net avant amortissement des actifs incorporels	<b>717</b>	761
Profit économique	<b>312 \$</b>	376 \$
Rendement du capital investi	<b>17,9 %</b>	21,1 %
Rendement du total de l'avoir en actions ordinaires – comme présenté	<b>19,5</b>	19,8

### Revenu d'intérêts net

Le revenu d'intérêts net comme présenté s'est élevé à 1 411 millions de dollars pour le premier trimestre de 2005, en baisse de 34 millions de dollars en regard du même trimestre de l'exercice précédent. La baisse se rapporte essentiellement aux Services bancaires en gros et tient surtout à la réduction du revenu d'intérêts net lié aux activités de négociation et à la diminution continue du portefeuille de prêts des Services bancaires en gros. Cette baisse a été en partie contrebalancée par l'augmentation du revenu d'intérêts net des Services bancaires personnels et commerciaux provoquée par la forte croissance des volumes de prêts immobiliers garantis, de dépôts de petites entreprises et de services bancaires de base, annulée en partie par le recul des marges. Le revenu d'intérêts net de Gestion de patrimoine a également augmenté en raison de la hausse des écarts sur les prêts sur marge combinée à l'augmentation des dépôts de clients de Waterhouse U.S.A.

La Banque n'établit plus son revenu d'intérêts net global en équivalence fiscale (É.F.). En effet, l'É.F. est une mesure qui n'est pas utile à l'échelle de la Banque. Cependant, pour ses unités d'exploitation, la Banque continue de présenter le revenu d'intérêts net en équivalence fiscale. Pour en savoir plus, lire le préambule du Rapport de gestion des entreprises de TD à la page 9.

### Autres revenus

Les autres revenus comme présentés ont été de 1 395 millions de dollars pour le premier trimestre de 2005, en hausse de 95 millions de dollars en regard du même trimestre de l'exercice précédent.

Les revenus tirés des activités d'assurance, déduction faite des réclamations, ont augmenté de 73 millions de dollars en regard d'il y a un an, par suite de l'acquisition d'activités auprès du Groupe Liberté Mutuelle, de la diminution des réclamations et de la croissance interne des volumes. Les revenus tirés des titrisations ont fléchi de 18 millions de dollars en raison de la baisse des actifs titrisés.

Le revenu de négociation présenté dans les autres revenus a fait un bond de 24 millions de dollars comparativement à il y a un an, surtout par suite de la progression du revenu de négociation des Services bancaires en gros. Cependant, le revenu lié aux activités de négociation (soit le total du revenu de négociation présenté dans les autres revenus et du revenu d'intérêts net sur les positions de négociation présenté dans le revenu d'intérêts net) a reculé de 83 millions de dollars en regard du même trimestre de l'exercice précédent surtout par suite de la diminution du revenu lié aux activités de négociation d'actions. La Banque a également constaté des pertes de 16 millions de dollars (déduction faite des coûts accumulés) au cours du trimestre, par rapport à des pertes de 31 millions de dollars il y a un an. Ces pertes découlent du fait que la Banque ne peut plus comptabiliser certains dérivés selon la comptabilité de couverture depuis l'adoption de la nouvelle note d'orientation sur les relations de couverture au cours de l'exercice 2004.

Les revenus sur services de placement et de valeurs mobilières ont décliné de 11 millions de dollars surtout sous l'effet de la baisse de 58 millions de dollars des frais de courtage autogéré, comparativement au même trimestre du dernier exercice, entraînée par le recul des volumes de négociation. Les opérations moyennes par jour ont fléchi

de 16 %, soit de 135 000 pour le même trimestre du dernier exercice à 114 000. Les frais de gestion de fonds communs de placement ont toutefois progressé de 10 millions de dollars et les frais de gestion de placements, de 6 millions de dollars en regard d'il y a un an, en raison d'une hausse des actifs gérés. Les revenus tirés des marchés financiers (qui comprennent les revenus provenant des fusions et acquisitions, de la prise ferme, de la vente et de la négociation d'actions ainsi que les commissions de courtage traditionnel) ont grimpé de 24 millions de dollars comparativement au même trimestre du dernier exercice, par suite de l'amélioration enregistrée dans le secteur des émissions d'actions institutionnelles et de la montée des honoraires des services de conseil dans le secteur des fusions et acquisitions.

### Frais autres que d'intérêts

Les frais comme présentés pour le premier trimestre de 2005 se sont établis à 1 945 millions de dollars contre 1 925 millions de dollars pour le même trimestre de l'exercice précédent.

La hausse des frais se rapporte surtout aux Services bancaires personnels et commerciaux et provient de la croissance du volume des affaires d'assurance et de l'acquisition d'activités auprès du Groupe Liberté Mutuelle. Les frais de Gestion de patrimoine ont grimpé par suite de l'augmentation des commissions de vente de fonds communs de placement et des commissions de courtage traditionnel versées. Les frais du secteur Siège social se sont également accrus, du fait de la hausse des coûts de la fonction de soutien assurée par le siège social. L'accroissement a été atténué par une baisse des frais des Services bancaires en gros au cours du trimestre, principalement attribuable à la diminution de la charge de rémunération variable. L'incidence de l'amortissement

des actifs incorporels sur les frais avant impôts comme présentés de la Banque a été de 134 millions de dollars pour le premier trimestre de 2005, contre 170 millions de dollars pour le même trimestre de l'exercice précédent. Les frais avant amortissement des actifs incorporels au premier trimestre de 2005 ont monté de 56 millions de dollars pour atteindre 1 811 millions de dollars, alors qu'ils avaient été de 1 755 millions de dollars au même trimestre de l'exercice précédent.

L'efficacité de la Banque comme présentée a été de 69,3 % contre 70,1 % pour le même trimestre de l'exercice précédent. Les variations de la composition des affaires de la Banque a une incidence sur l'efficacité consolidée. L'efficacité est considérée comme une mesure plus pertinente pour les Services bancaires personnels et commerciaux, dont l'efficacité avant amortissement des actifs incorporels s'est établie à 55,6 % pour le trimestre contre 58,3 % pour le même trimestre du dernier exercice. L'efficacité avant amortissement des actifs incorporels a glissé de 63,9 % il y a un an à 64,5 % pour le premier trimestre de 2005.

### Impôts

Le taux d'imposition réel comme présenté s'est établi à 26,0 % pour le premier trimestre de 2005, contrastant avec 37,0 % pour le même trimestre du dernier exercice. D'après les résultats avant amortissement des actifs incorporels, le taux d'imposition réel a été de 27,2 % pour le trimestre comparativement à 30,4 % il y a un an. La variation du taux d'imposition réel tient surtout aux éléments énumérés dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	<i>Pour les trois mois terminés les 31 janvier</i>			
	<b>2005</b>		2004	
Taux d'impôt sur les bénéfices canadien prévu par la loi	<b>298 \$</b>	<b>35,0 %</b>	324 \$	35,1 %
Augmentation (diminution) attribuable à ce qui suit :				
Dividendes reçus	<b>(48)</b>	<b>(5,6)</b>	(45)	(4,9)
Écarts de taux liés aux établissements internationaux	<b>(36)</b>	<b>(4,2)</b>	(16)	(1,7)
Augmentation des taux d'imposition fédéral et provinciaux futurs	–	–	51	5,5
Impôt fédéral des grandes sociétés	–	–	2	0,2
Divers – montant net	<b>7</b>	<b>0,8</b>	26	2,8
Charge d'impôts sur les bénéfices et taux d'impôt sur les bénéfices réel – comme présenté	<b>221 \$</b>	<b>26,0 %</b>	342 \$	37,0 %

Certains chiffres correspondants ont été retraités. Se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

### Bilan

Le total de l'actif atteignait 333 milliards de dollars à la fin du premier trimestre 2005, soit 22 milliards de dollars de plus qu'au 31 octobre 2004. L'accroissement des positions en valeurs mobilières a représenté 13 milliards de dollars de l'augmentation. De plus, depuis le 31 octobre 2004, les prêts personnels, y compris les titrisations, ont bondi de 2 milliards de dollars pour atteindre 58 milliards de dollars par suite de la croissance continue des volumes de prêts immobiliers garantis. À la fin du trimestre, les prêts hypothécaires résidentiels, y compris les titrisations, avaient progressé de 2 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2004, car les faibles taux d'intérêt ont continué de stimuler la demande de la clientèle. Les actifs titrisés par la Banque et ne figurant pas au bilan se sont élevés à 21 milliards de dollars contre 20 milliards de dollars au 31 octobre 2004.

Les dépôts de gros ont évolué de 9 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2004 surtout en raison du financement de l'augmentation des valeurs du compte de négociation.

La Banque conclut pour le compte de clients des opérations structurées qui donnent lieu à la comptabilisation au bilan consolidé intermédiaire d'actifs pour lesquels le risque de marché a été transféré à des tiers au moyen de swaps sur le rendement total. Au 31 janvier 2005, les actifs visés par ces arrangements atteignaient 14 milliards de dollars, soit le même niveau qu'au 31 octobre 2004. La Banque assume également un risque de marché pour certains actifs par l'intermédiaire de swaps sur le rendement total, et ce, sans acheter directement les instruments de liquidités. Les actifs visés par ces arrangements s'élevaient à 5 milliards de dollars au 31 janvier 2005, soit le même niveau qu'au 31 octobre 2004. Le risque de marché pour toutes ces positions est suivi et surveillé, et le capital réglementaire au titre du risque de marché est maintenu.

## Gestion des risques

### Risque de crédit et provision pour (annulation) de pertes sur créances

Au cours du premier trimestre de 2005, la Banque a enregistré une provision pour pertes sur créances de 10 millions de dollars en regard d'une annulation de pertes sur créances de 104 millions de dollars il y a un an. La provision pour pertes sur créances comptabilisée au premier trimestre de 2005 se rapporte surtout aux Services bancaires personnels et commerciaux, qui ont présenté une provision de 95 millions de dollars dans le cours normal des affaires (avant l'incidence des titrisations). Cette provision a été en partie neutralisée par une annulation de 35 millions de dollars de la provision générale et par un recouvrement de 35 millions de dollars de prêts secondaires lié aux montants qui constituaient précédemment les provisions sectorielles. Ces reprises de provision font suite à la réduction continue des risques liés au portefeuille de prêts secondaires de la Banque et au raffermissement de la conjoncture. Ainsi, l'amélioration du secteur des prêts et la diminution des risques font que la Banque a maintenant un portefeuille qui lui permet d'avoir des provisions spécifiques et n'a plus besoin de provisions sectorielles.

### Risque de taux d'intérêt

La Banque gère le risque de taux d'intérêt relatif au portefeuille d'activités autres que de négociation de sorte à obtenir des revenus réguliers et prévisibles au fil du temps. À cette fin, la Banque a adopté une méthode de couverture méthodique pour la gestion de l'apport au bénéfice net de ses positions d'actif et de passif, y compris un profil d'échéances modélisé pour les actifs, les passifs et l'avoir des actionnaires qui ne sont pas sensibles aux taux d'intérêt. Les principaux aspects de cette méthode sont les suivants :

- contrer l'incidence du risque de taux d'intérêt sur le revenu d'intérêts net et la valeur économique des Services bancaires personnels et commerciaux;
- mesurer la contribution de chaque produit en fonction du risque et compte tenu d'une couverture intégrale, y compris l'incidence des options financières accordées aux clients.

Pour gérer le risque de taux d'intérêt, la Banque utilise des instruments financiers dérivés, des instruments de gros et d'autres solutions du marché financier, ainsi que des stratégies de fixation de prix, mais dans une moindre mesure. Au 31 janvier 2005, une baisse immédiate et maintenue de 100 points de base des taux aurait réduit de 113 millions de dollars après impôts la valeur économique de l'avoir des actionnaires ou 1% après impôts.

### Risque d'illiquidité

La Banque a assez de liquidités pour financer ses obligations au fur et à mesure qu'elles viennent à échéance dans le cours normal des affaires et compte tenu de différents scénarios de contraintes, y compris un scénario de base définissant le montant minimal à détenir en tout temps. La position d'actifs liquides excédentaires correspond au total des actifs liquides moins les financements de gros venant à échéance de la Banque, les retraits possibles de dépôts autres que de gros et les engagements éventuels venant à échéance dans 90 jours. Au 31 janvier 2005, la position d'actifs liquides excédentaires consolidée de la Banque jusqu'à 90 jours s'établissait à 23,1 milliards de dollars, comparativement à 18,8 milliards de dollars au 31 octobre 2004. La Banque s'assure d'avoir suffisamment de fonds disponibles pour respecter ses obligations en gérant ses flux de trésorerie et en détenant des actifs très liquides qui peuvent être facilement convertis en espèces. La Banque gère les liquidités à l'échelle globale, ce qui assure une gestion prudente du risque d'illiquidité dans toutes ses activités. Outre une grande réserve de dépôts stables de détail et commerciaux, la Banque a un programme actif de financement de gros, qui comprend la titrisation d'actifs. Ce financement est très diversifié quant à la provenance, au type, à la monnaie et à l'emplacement géographique.

### Risque de marché

La Banque gère le risque de marché dans ses comptes de négociation en utilisant plusieurs contrôles clés. La politique sur le risque de marché de la Banque fixe des limites précises pour chaque activité de négociation, y compris la valeur à risque (VàR), les simulations de crise, les limites d'ordre stop, et les limites de sensibilité des profits et pertes à divers facteurs du marché. Outre les contrôles prévus par la politique, le personnel autonome responsable du risque de marché procède à une surveillance active, et des rapports fréquents sont faits à la direction. La VàR est un seuil de perte statistique qui ne doit pas être dépassé en moyenne plus d'un jour sur 100. Elle sert aussi à calculer le capital réglementaire aux fins du risque de marché. Le tableau de la page suivante présente l'utilisation de la VàR moyenne et de fin de trimestre pour les trois mois terminés le 31 janvier 2005 ainsi que les moyennes de l'exercice 2004. La Banque revérifie sa VàR en la comparant au revenu de négociation net quotidien. Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2005, le revenu de négociation net quotidien a été positif pour 91 % des jours de négociation. Les pertes n'ont jamais dépassé la VàR statistiquement prévue pour le total des activités de négociation de la Banque.

**Utilisation de la valeur à risque – Services bancaires en gros**

	<i>Pour les trois mois terminés le</i>	<i>Pour les trois mois terminés le</i>	<i>Pour les douze mois terminés le</i>
	<b>31 janvier 2005 À cette date</b>	<b>31 janvier 2005 Moyenne</b>	31 octobre 2004 Moyenne
(en millions de dollars canadiens)			
Risque de taux d'intérêt	<b>8,5 \$</b>	<b>8,7 \$</b>	9,1 \$
Risque sur actions	<b>8,3</b>	<b>5,6</b>	5,3
Risque de change	<b>2,9</b>	<b>2,8</b>	2,6
Risque sur marchandises	<b>2,6</b>	<b>1,2</b>	0,8
Effet de diversification	<b>(9,6)</b>	<b>(9,5)</b>	(6,9)
Valeur marchande générale à risque	<b>12,7 \$</b>	<b>8,8 \$</b>	10,9 \$

**Capital**

Au 31 janvier 2005, le ratio des fonds propres de première catégorie de la Banque était de 13,0 % contre 12,6 % au 31 octobre 2004. Les actifs pondérés en fonction des risques ont augmenté de 3 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2004 principalement en raison de la croissance des actifs des Services bancaires personnels et commerciaux. Les fonds propres de première catégorie ont progressé de 0,8 milliard de dollars par rapport au 31 octobre 2004 étant donné les importants capitaux générés à l'interne.

**MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES ET MODIFICATIONS DE PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**

Vous trouverez ci-après un résumé des modifications aux conventions comptables et modifications de présentation de l'information financière que la Banque prévoit adopter au cours des prochaines périodes. Voir la note 12 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires de la Banque pour plus de détails sur ces modifications futures.

**Résultat par action**

L'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié un projet de norme comptable sur le résultat par action qui s'applique à la Banque à compter de l'exercice 2006. La principale incidence de ce projet est l'élimination de la disposition qui permet à la Banque de présumer que les contrats assortis d'une option de règlement au comptant ou sous forme d'actions seront réglés au comptant. Ainsi, le passif de la Banque au titre des actions privilégiées et des titres de Fiducie de capital (qui comprennent les titres de Fiducie de capital TD et de Fiducie de capital TD II) respectivement de Fiducie de capital TD et de Fiducie de capital TD II) devra être inclus dans le calcul du résultat dilué par action. L'incidence sur le résultat dilué par action devrait être d'environ quatre cents l'action pour un trimestre. Le résultat de base par action ne sera pas touché.

**Instruments financiers, couvertures et résultat étendu**

L'ICCA a publié trois nouvelles normes : «*Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*», «*Couvertures*» et «*Résultat étendu*». Ces normes, harmonisées en grande partie avec les PCGR des États-Unis,

**Acquisition de Banknorth Group, Inc.**

Le 18 février 2005, les actionnaires de Banknorth Group, Inc. (Banknorth) ont approuvé l'acquisition proposée par la Banque de 51 % des actions en circulation de Banknorth. L'opération devrait être conclue le ou vers le 1<sup>er</sup> mars 2005 sous réserve de l'approbation définitive.

seront appliquées par la Banque à compter du premier trimestre de l'exercice 2007. Les incidences principales de ces normes sont décrites ci-dessous.

- Les actifs financiers seront classés comme «susceptibles de vente», «détenus jusqu'à l'échéance» ou «aux fins de négociation».
- Dans le cas de la couverture de la juste valeur, qui consiste pour la Banque à couvrir les variations de la juste valeur des actifs, des passifs ou des engagements fermes, la variation de valeur des dérivés et des éléments couverts sera comptabilisée dans les résultats.
- Dans le cas de la couverture des flux de trésorerie, qui consiste pour la Banque à couvrir la variation des flux de trésorerie liés aux actifs, aux passifs et aux opérations prévues à taux variable, la tranche efficace de la couverture des variations de la juste valeur des instruments dérivés sera comptabilisée dans le résultat étendu jusqu'à ce que les éléments couverts soient constatés dans les résultats.
- Le résultat étendu sera présenté comme nouveau poste distinct des capitaux propres et un nouvel état intitulé «État du résultat étendu» sera ajouté au jeu d'états financiers consolidés de base de la Banque.

**Contrôles et procédés visant la préparation des états financiers**

La Banque prévoit actuellement déposer une attestation à l'égard du caractère approprié des contrôles internes dans le Rapport annuel de 2005 devant être publié en décembre, en vertu de l'article 404 de la loi *Sarbanes-Oxley of 2002* des États-Unis. En 2004, des travaux ont été menés à l'échelle de la Banque afin de relever, de documenter et d'évaluer les contrôles internes sur la présentation de l'information financière.

## INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE

**Tableau 1: Résultats trimestriels**

**Résultats trimestriels – comme présentés**

(en millions de dollars canadiens)	2005				2004				2003
	31 janvier	31 octobre	31 juillet	30 avril	31 janvier	31 octobre	31 juillet	30 avril	31 janvier
Revenu d'intérêts net	<b>1 411 \$</b>	1 435 \$	1 452 \$	1 441 \$	1 445 \$	1 335 \$	1 358 \$	1 400 \$	1 344 \$
Autres revenus	<b>1 395</b>	1 118	1 181	1 284	1 300	1 094	1 193	968	1 169
Total des revenus	<b>2 806</b>	2 553	2 633	2 725	2 745	2 429	2 551	2 368	2 513
<b>Bénéfice net (perte nette) applicable aux actions ordinaires</b>	<b>630 \$</b>	595 \$	565 \$	490 \$	582 \$	480 \$	480 \$	(295) \$	324 \$
(en dollars canadiens)									
Bénéfice net (perte nette) de base par action ordinaire	<b>0,96 \$</b>	0,91 \$	0,87 \$	0,74 \$	0,89 \$	0,74 \$	0,74 \$	(0,46) \$	0,50 \$
Bénéfice net (perte nette) dilué(e) par action ordinaire	<b>0,95</b>	0,90	0,86	0,74	0,88	0,73	0,73	(0,46)	0,50

**Résultats trimestriels – avant amortissement des actifs incorporels**

(en millions de dollars canadiens)	2005				2004				2003
	31 janvier	31 octobre	31 juillet	30 avril	31 janvier	31 octobre	31 juillet	30 avril	31 janvier
Revenu d'intérêts net	<b>1 411 \$</b>	1 435 \$	1 452 \$	1 441 \$	1 445 \$	1 335 \$	1 358 \$	1 400 \$	1 344 \$
Autres revenus	<b>1 395</b>	1 118	1 181	1 284	1 300	1 094	1 193	968	1 169
Total des revenus	<b>2 806</b>	2 553	2 633	2 725	2 745	2 429	2 551	2 368	2 513
<b>Bénéfice net (perte nette) applicable aux actions ordinaires</b>	<b>717 \$</b>	687 \$	664 \$	597 \$	761 \$	592 \$	599 \$	(168) \$	457 \$
(en dollars canadiens)									
Bénéfice net (perte nette) de base par action ordinaire	<b>1,09 \$</b>	1,05 \$	1,02 \$	0,91 \$	1,16 \$	0,91 \$	0,92 \$	(0,26) \$	0,71 \$
Bénéfice net (perte nette) dilué(e) par action ordinaire	<b>1,08</b>	1,04	1,01	0,90	1,15	0,90	0,91	(0,26)	0,70

Certains chiffres correspondants ont été retraités. Se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

**Tableau 2: Capital social et passif au titre des actions privilégiées**

(en milliers d'actions)	31 janvier 2005	31 octobre 2004
Passif au titre des actions privilégiées émises par la Banque		
Catégorie A – Série I	<b>16</b>	16
Catégorie A – Série J	<b>16 384</b>	16 384
Catégorie A – Série M	<b>14 000</b>	14 000
Catégorie A – Série N	<b>8 000</b>	8 000
Passif au titre des actions privilégiées émises par Société d'investissement hypothécaire TD : Série A	<b>350</b>	350
Actions ordinaires en circulation	<b>658 349</b>	655 902

Certains chiffres correspondants ont été retraités. Se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

## RAPPORT DE GESTION DES ENTREPRISES DE TD

Aux fins de la présentation de l'information de gestion, l'exploitation et les activités de la Banque s'articulent autour des entreprises suivantes : Services bancaires personnels et commerciaux, Services bancaires en gros et Gestion du patrimoine. Les résultats de chaque entreprise reflètent les revenus, les frais, les actifs et les passifs des activités de l'entreprise. La Banque mesure et évalue le rendement de chaque entreprise en fonction des résultats avant amortissement des actifs incorporels et elle indique, le cas échéant, que les mesures sont présentées avant amortissement des actifs incorporels. Par exemple, l'amortissement des actifs incorporels n'a pas d'incidence sur les revenus, mais il en a sur les frais. Cette mesure n'a de pertinence que pour les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux et Gestion de patrimoine étant donné qu'aucuns actifs incorporels ne sont attribués aux secteurs Services bancaires en gros et Siège social. Pour en savoir davantage, consultez la section «Présentation de l'information financière de la Banque» en page 3. Pour obtenir des renseignements sur les mesures retenues par la Banque en matière de profit économique et de rendement du capital investi, consultez la page 4. L'information sectorielle est également présentée à la note 10 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires de la Banque.

Le revenu d'intérêts net, surtout dégagé par les Services bancaires en gros, est établi en équivalence fiscale (É.F.), ce qui signifie que la valeur du revenu non imposable ou exonéré d'impôts et de taxes comme les dividendes est rajustée à la valeur avant impôts. L'É.F. permet à la Banque de mesurer de façon uniforme le revenu tiré de toutes les valeurs mobilières et de tous les prêts, et d'effectuer une comparaison plus pertinente du revenu d'intérêts net par rapport à celui d'autres sociétés semblables. L'ajustement selon l'équivalence fiscale est principalement utilisé pour les résultats du secteur Services bancaires en gros; il est éliminé dans le secteur Siège social.

### Services bancaires personnels et commerciaux

Les Services bancaires personnels et commerciaux ont inscrit des résultats d'exploitation très vigoureux pour le trimestre. La croissance de 21 % des bénéfices en regard d'il y a un an tient à un écart positif de cinq points de pourcentage entre les revenus et les frais ainsi qu'à la baisse des pertes sur créances. Le bénéfice net de 424 millions de dollars avant amortissement des actifs incorporels pour le premier trimestre de 2005 marque une progression de 74 millions de dollars sur le même trimestre du dernier exercice. Le rendement du capital investi a augmenté, passant de 20 % il y a un an à 23 % pour le trimestre, et le profit économique s'est accru de 67 millions de dollars ou 35 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus ont fait un bond de 148 millions de dollars ou 10 % comparativement à la même période du dernier exercice. L'acquisition d'activités d'assurance auprès du Groupe Liberté Mutuelle a contribué 34 millions de dollars à l'augmentation des revenus. Les principaux facteurs ayant induit la croissance interne des revenus sont l'amélioration des taux de réclamation d'assurance et les volumes solides de prêts immobiliers garantis, de dépôts de base et de dépôts de petites entreprises. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par le repli des marges. Le taux de croissance des revenus dépasse l'objectif visé en raison des résultats plus élevés que prévu dans le secteur de l'assurance ainsi que de la hausse des marges sur les dépôts de base.

Comparativement au même trimestre du dernier exercice, le volume des prêts immobiliers garantis (y compris les titrisations) a grimpé de 10 milliards de dollars ou 10 %, le volume attribuable aux cartes de crédit a monté de 241 millions de dollars ou 6 % et le volume des dépôts personnels a progressé de 4 milliards de dollars ou 4 %, tandis

que les autres prêts personnels ont reculé de 212 millions de dollars ou 1 %. Les dépôts des entreprises ont avancé de 3 milliards de dollars ou 11 %, et les prêts aux entreprises et les acceptations ont augmenté de 200 millions de dollars ou 1 %. Les primes d'assurance souscrites se sont accrues de 19 millions de dollars ou 5 %, avant l'incidence de l'acquisition du Groupe Liberté Mutuelle. En novembre 2004, la part de marché des services bancaires personnels (prêts, dépôts et fonds communs de placement) était de 20,81 %, soit une baisse de 0,38 % en regard d'il y a un an. Les prêts sont responsables dans une large mesure de la diminution de la part de marché, en partie attribuable à la croissance moins marquée des prêts non garantis par suite des mesures prises pour améliorer la qualité du crédit.

Les marges sur les actifs productifs moyens ont glissé de 3,11 % il y a un an à 3,02 % principalement à cause d'une variation de la composition des produits, la croissance des volumes étant davantage liée aux produits à marge moins élevée comme les prêts immobiliers garantis et le Compte de placement garanti. Les marges ont été relativement stables au cours des trois derniers trimestres et devraient le demeurer à court terme compte tenu des perspectives de bas taux d'intérêt à court terme<sup>1</sup>.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre a baissé de 11 millions de dollars ou 10 % en regard du même trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur prêts personnels de 85 millions de dollars est inférieure de 20 millions de dollars à celle du même trimestre de l'exercice précédent par suite de l'amélioration de la qualité du crédit dans le portefeuille de prêts non garantis. La provision pour pertes sur prêts commerciaux et prêts aux petites entreprises a atteint 10 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 9 millions de dollars par rapport à il y a un an. La provision pour pertes sur créances annualisée en pourcentage du volume de prêts reste à un creux de 0,26 % contre 0,32 % pour la même période du dernier exercice.

Les frais avant amortissement des actifs incorporels ont fait un bond de 40 millions de dollars ou 5 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. L'acquisition d'activités d'assurance a représenté 25 millions de dollars ou 3 % de l'augmentation des frais. La croissance des volumes d'affaires d'assurance, la rémunération au rendement des employés et les projets de développement de systèmes ont aussi joué un rôle dans cette hausse. Ces facteurs ont toutefois été contrebalancés par les synergies réalisées dans le cadre de l'intégration des succursales acquises auprès de la Banque Laurentienne. Le nombre de postes équivalents temps plein (ETP) a grimpé de 615 en regard d'il y a un an. L'augmentation des activités d'assurance, y compris l'acquisition du Groupe Liberté Mutuelle, a amené 928 ETP de plus. Cependant, l'effectif compte 313 ETP de moins qu'un an plus tôt en raison des synergies réalisées dans le cadre de l'intégration des succursales. L'écart entre la croissance des revenus et celle des frais a donné lieu à une amélioration de 2,7 points de l'efficacité, avant amortissement des actifs incorporels, qui a atteint un nouveau bas niveau pour le trimestre, soit 55,6 %.

Bien que la croissance des revenus et des bénéfices devrait ralentir quelque peu en regard des taux élevés du premier trimestre, les Services bancaires personnels et commerciaux sont convaincus de connaître de nouveau une croissance solide de leurs bénéfices au cours de l'exercice.

### Services bancaires en gros

Les Services bancaires en gros ont enregistré un bénéfice net de 141 millions de dollars au premier trimestre, soit 35 millions de dollars de moins que le bénéfice exceptionnel du premier trimestre de l'exercice précédent. Le rendement du capital investi pour le trimestre s'est établi

<sup>1</sup> Ces prévisions et d'autres exprimées dans le présent rapport reposent sur les points de vue de la Banque, et les résultats réels sont incertains. Pour en savoir plus, consultez, en page 2, la «Mise en garde à l'égard des déclarations prospectives».

à 23 % contre 28 % il y a un an. Le profit économique du trimestre s'est élevé à 61 millions de dollars en regard de 94 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus des Services bancaires en gros proviennent surtout des marchés financiers, des activités d'investissement et des prêts aux grandes entreprises. Les revenus pour le trimestre se sont dégagés à 570 millions de dollars contre 615 millions de dollars il y a un an. Les revenus en provenance des marchés financiers, qui comprennent les services de consultation, de prise ferme, de négociation, de facilitation et d'exécution, ont baissé par rapport au même trimestre du dernier exercice surtout par suite du recul des revenus tirés des activités de négociation d'actions. Ces résultats ont toutefois été contrebalancés en partie par les revenus solides des services de conseil et de prise ferme. Le portefeuille de placements en actions a dégagé des revenus stables en regard d'il y a un an. Les revenus tirés des prêts aux grandes entreprises ont fléchi par suite de la réduction continue des risques de crédit.

Les provisions pour pertes sur créances comprennent les provisions pour prêts douteux et les coûts de la protection de crédit. Le coût de la protection de crédit inclus dans ce secteur représente le coût accumulé de la protection. La variation de la valeur marchande de la protection, en sus du coût accumulé, est présentée dans le secteur Siège social. Les provisions pour pertes sur créances ont été de 13 millions de dollars pour le trimestre, en hausse en regard de 7 millions de dollars pour le même trimestre du dernier exercice. La totalité de la provision de 13 millions de dollars du trimestre représente le coût de la protection de crédit.

Les Services bancaires en gros continuent de gérer de manière proactive leurs risques de crédit et détiennent une protection à l'égard des swaps de défaut de crédit d'un montant nominal de 4,1 milliards de dollars, soit 0,4 milliard de dollars de moins qu'à la fin du trimestre précédent et 1,3 milliard de dollars de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution depuis la fin du dernier trimestre tient surtout au rééquilibrage du portefeuille de protection, tandis que l'augmentation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent découle essentiellement des importantes activités de couverture menées au deuxième trimestre du dernier exercice.

Les actifs pondérés en fonction des risques des Services bancaires en gros se sont élevés à 31 milliards de dollars pour le trimestre, soit un niveau équivalent à celui du trimestre précédent, et 10 milliards de dollars de moins en regard d'il y a un an. La baisse en regard d'il y a un an est attribuable à une atténuation du risque de crédit et du risque de marché. La proportion de la baisse des actifs pondérés en fonction des risques qui a trait au risque de marché découle de la mise en œuvre du modèle de valeur à risque (VaR) axée sur le risque de taux d'intérêt pour les activités de négociation, tandis que la proportion qui a trait au risque de crédit tient surtout à la résorption du portefeuille de prêts et à l'augmentation de la protection de crédit.

Les frais ont atteint 332 millions de dollars, soit un recul de 20 millions de dollars par rapport à 352 millions de dollars il y a un an. Ce recul est surtout la conséquence de la réduction de la rémunération variable due à la baisse des revenus des activités des marchés financiers.

Dans l'ensemble, les Services bancaires en gros ont connu un trimestre solide. Au cours de 2005, les Services bancaires en gros continueront de mettre l'accent sur leurs principales priorités, soit l'accroissement de la part de marché au Canada, l'élargissement à l'échelle mondiale de leur stratégie axée sur les produits et les secteurs, l'amélioration de l'infrastructure de gestion des risques et de contrôle et l'atteinte d'un rendement du capital investi de 15 % à 22 %.

## Gestion de patrimoine

Pour le premier trimestre de 2005, le bénéfice net avant amortissement des actifs incorporels de Gestion de patrimoine s'est établi à 98 millions de dollars, soit un recul de 13 millions de dollars sur celui de la période correspondante du dernier exercice. Le rendement du capital investi pour le trimestre a été de 15 %, en baisse de 1 % en regard d'il y a un an. Le profit économique pour le trimestre s'est dégagé à 18 millions de dollars, soit 11 millions de dollars de moins qu'au même trimestre de l'exercice précédent.

Le total des revenus a fléchi de 8 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour s'établir à 663 millions de dollars, en raison d'un repli de 16 % du nombre d'opérations par jour de Courtage à escompte qui a atteint 114 000 et des gains ou pertes de change. Ces diminutions ont été en partie contrebalancées par la montée des revenus d'intérêts entraînée par une hausse des soldes de dépôts de Courtage à escompte pour Waterhouse U.S.A. et des revenus tirés des prêts sur marge ainsi que par l'augmentation des frais de gestion de Fonds Mutuels attribuable à la croissance de 11 % des actifs gérés et la progression des revenus tirés des services de conseil, les actifs administrés ayant poursuivi leur croissance.

Les frais avant amortissement des actifs incorporels se sont élevés à 508 millions de dollars au premier trimestre, soit 9 millions de plus qu'au même trimestre de l'exercice précédent. La progression tient à la montée des commissions de vente de fonds communs de placement et aux commissions de courtage traditionnel versées.

Les actifs gérés, qui atteignaient 131 milliards de dollars au 31 janvier 2005, ont fait un bond de 7 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2004 sous l'influence des fortes ventes de fonds communs de placement, de l'augmentation des actifs institutionnels et de l'appréciation du marché. Les actifs administrés totalisaient 298 milliards de dollars à la fin du premier trimestre, en hausse de 19 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2004 en raison de l'ajout de nouveaux actifs pour Courtage à escompte, Conseils de placement et Planification financière ainsi que de l'appréciation du marché.

Gestion de patrimoine estime être bien placée pour une croissance continue des actifs gérés et des actifs administrés, en partie du fait des investissements effectués en 2004 dans ses entreprises de conseil.

## Siège social

Au premier trimestre de 2005, le secteur Siège social a présenté un bénéfice net de 54 millions de dollars. Ce résultat comprend des revenus constatés après l'annulation de 35 millions de dollars (23 millions de dollars après impôts) de la provision générale et un recouvrement de 35 millions de dollars (20 millions de dollars après impôts) de prêts secondaires lié aux montants qui constituaient précédemment les provisions sectorielles établies par les filiales américaines. Des revenus additionnels de 25 millions de dollars (16 millions de dollars après impôts) ont été enregistrés pour le portefeuille de prêts secondaires. Ils provenaient, entre autres, des gains nets réalisés sur les valeurs du compte de placement. En outre, le secteur Siège social a inscrit des intérêts sur des remboursements d'impôts sur les bénéfices de 10 millions de dollars (7 millions de dollars après impôts) et des gains de titrisation de 9 millions de dollars (6 millions de dollars après impôts). Le secteur Siège social a aussi enregistré une perte de 16 millions de dollars (10 millions de dollars après impôts) relative à l'incidence de la note d'orientation concernant les relations de couverture ainsi que d'autres coûts liés aux activités de trésorerie et des revenus, frais et impôts et taxes nets non répartis. La Banque a révisé sa méthode de répartition des coûts de soutien du Siège social, avec application dès l'exercice 2005. Ainsi, les frais du secteur Siège social ont augmenté de 22 millions de dollars avant impôts.

**BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES** (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2005	31 octobre 2004
<b>Actif</b>		
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	1 729 \$	1 404 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	8 859	7 634
	<b>10 588</b>	9 038
<b>Valeurs mobilières</b>		
Compte de placement	34 862	31 387
Compte de négociation	75 977	66 893
	<b>110 839</b>	98 280
<b>Valeurs mobilières prises en pension</b>		
	<b>26 220</b>	21 888
<b>Prêts</b>		
Prêts hypothécaires résidentiels	52 377	51 420
Prêts à la consommation et autres prêts personnels	50 522	48 857
Cartes de crédit	2 643	2 566
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	21 429	22 264
	<b>126 971</b>	125 107
Provision pour prêts douteux (note 2)	(1 138)	(1 183)
Prêts (déduction faite de la provision pour prêts douteux)	<b>125 833</b>	123 924
<b>Divers</b>		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	5 275	5 507
Réévaluation des instruments dérivés de négociation à la valeur du marché	35 922	33 697
Écarts d'acquisition	2 245	2 225
Actifs incorporels	2 010	2 144
Terrains, constructions, matériel et mobilier	1 223	1 330
Autres actifs	13 162	12 994
	<b>59 837</b>	57 897
<b>Total de l'actif</b>	<b>333 317 \$</b>	311 027 \$
<b>Passif</b>		
<b>Dépôts</b>		
Particuliers	114 227 \$	111 360 \$
Banques	14 588	11 459
Entreprises et gouvernements	93 147	84 074
	<b>221 962</b>	206 893
<b>Divers</b>		
Acceptations	5 275	5 507
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	21 391	17 671
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension	10 688	9 846
Réévaluation des instruments dérivés de négociation à la valeur du marché	34 766	33 873
Autres passifs	18 162	16 365
	<b>90 282</b>	83 262
<b>Billets et débiteures subordonnés et autres titres de créance (note 5)</b>	<b>5 660</b>	5 644
<b>Passif au titre des actions privilégiées et des titres de Fiducie de capital (note 6)</b>	<b>2 210</b>	2 560
<b>Total du passif</b>	<b>320 114 \$</b>	298 359 \$
<b>Avoir des actionnaires</b>		
<b>Capital social (note 6)</b>		
Actions ordinaires (658,3 millions d'actions émises et en circulation au 1 <sup>er</sup> trimestre de 2005 et 655,9 millions d'actions émises et en circulation au 4 <sup>e</sup> trimestre de 2004)	3 475	3 373
Surplus d'apport (note 7)	24	20
Gain ou perte de change	(212)	(265)
Bénéfices non répartis	9 916	9 540
	<b>13 203</b>	12 668
<b>Total du passif et de l'avoir des actionnaires</b>	<b>333 317 \$</b>	311 027 \$

Certains chiffres correspondants ont été retraités. Se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

**ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES** (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	<i>Trois mois terminés les</i>	
	<b>31 janvier 2005</b>	31 janvier 2004
<b>Revenu d'intérêts</b>		
Prêts	<b>1 832 \$</b>	1 764 \$
Valeurs mobilières		
Dividendes	<b>229</b>	189
Intérêts	<b>856</b>	773
Dépôts auprès de banques	<b>95</b>	132
	<b>3 012</b>	2 858
<b>Frais d'intérêts</b>		
Dépôts	<b>1 108</b>	990
Billets et débiteures subordonnés et autres titres de créance	<b>79</b>	80
Distributions prélevées sur le passif au titre des actions privilégiées et des titres de Fiducie de capital	<b>29</b>	44
Autres obligations	<b>385</b>	299
	<b>1 601</b>	1 413
<b>Revenu d'intérêts net</b>	<b>1 411</b>	1 445
<b>Provision pour (annulation de) pertes sur créances (note 2)</b>	<b>10</b>	(104)
<b>Revenu d'intérêts net après provision pour pertes sur créances</b>	<b>1 401</b>	1 549
<b>Autres revenus</b>		
Revenus sur services de placement et de valeurs mobilières	<b>600</b>	611
Commissions sur crédit	<b>98</b>	91
Gains nets sur valeurs du compte de placement	<b>52</b>	45
Revenu de négociation	<b>76</b>	52
Frais de service	<b>170</b>	165
Titrisations (note 3)	<b>93</b>	111
Revenu sur cartes	<b>52</b>	49
Assurances, déduction faite des règlements	<b>184</b>	111
Honoraires de fiducie	<b>17</b>	17
Divers	<b>53</b>	48
	<b>1 395</b>	1 300
<b>Revenu d'intérêts net et autres revenus</b>	<b>2 796</b>	2 849
<b>Frais autres que d'intérêts</b>		
Salaires et avantages sociaux (note 8)	<b>981</b>	943
Frais d'occupation des locaux, amortissement compris	<b>148</b>	147
Frais de matériel et mobilier, amortissement compris	<b>132</b>	120
Amortissement des actifs incorporels	<b>134</b>	170
Développement des affaires et marketing	<b>104</b>	96
Frais de courtage connexes	<b>58</b>	62
Honoraires professionnels et services conseils	<b>108</b>	91
Communications	<b>46</b>	51
Divers	<b>234</b>	245
	<b>1 945</b>	1 925
<b>Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices</b>	<b>851</b>	924
<b>Charge d'impôts sur les bénéfices</b>	<b>221</b>	342
<b>Bénéfice net applicable aux actions ordinaires</b>	<b>630 \$</b>	582 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions)		
De base	<b>656,6</b>	654,8
Dilué	<b>661,9</b>	660,0
Bénéfice par action ordinaire		
De base	<b>0,96 \$</b>	0,89 \$
Dilué	<b>0,95</b>	0,88

Certains chiffres correspondants ont été retraités. Se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

## ÉTATS DES MODIFICATIONS SURVENUES DANS L'AVOIR DES ACTIONNAIRES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	<i>Trois mois terminés les</i>	
	<b>31 janvier 2005</b>	31 janvier 2004
<b>Actions ordinaires</b>		
Solde au début de la période	<b>3 373 \$</b>	3 179 \$
Produit des actions émises à l'exercice d'options	<b>27</b>	35
Produit des actions émises par suite du régime de réinvestissement des dividendes	<b>73</b>	76
Incidence des actions (acquises) vendues par les Services bancaires en gros	<b>2</b>	(98)
Solde à la fin de la période	<b>3 475</b>	3 192
<b>Surplus d'apport</b>		
Solde au début de la période	<b>20</b>	9
Charge au titre des options sur actions ( <b>note 7</b> )	<b>4</b>	3
Solde à la fin de la période	<b>24</b>	12
<b>Gain ou perte de change</b>		
Solde au début de la période	<b>(265)</b>	(130)
Gains (pertes) de change découlant de placements dans des filiales et autres éléments	<b>243</b>	169
Gains (pertes) de change découlant des activités de couverture	<b>(279)</b>	(151)
(Charge) économie d'impôts sur les bénéfices	<b>89</b>	55
Solde à la fin de la période	<b>(212)</b>	(57)
<b>Bénéfices non répartis</b>		
Solde au début de la période	<b>9 540</b>	8 518
Bénéfice net	<b>630</b>	582
Dividendes sur actions ordinaires	<b>(236)</b>	(209)
Cessation du plan de rémunération à base d'actions	<b>–</b>	(24)
Divers	<b>(18)</b>	–
Solde à la fin de la période	<b>9 916</b>	8 867
<b>Total de l'avoir des actionnaires</b>	<b>13 203 \$</b>	12 014 \$

Certains chiffres correspondants ont été retraités. Se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE** (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	<i>Trois mois terminés les</i>	
	<b>31 janvier 2005</b>	31 janvier 2004
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net	<b>630 \$</b>	582 \$
Rajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation		
Provision pour (annulation de) pertes sur créances	<b>10</b>	(104)
Amortissement	<b>62</b>	68
Amortissement des actifs incorporels	<b>134</b>	170
Charge au titre des options sur actions	<b>4</b>	3
(Gains nets) pertes nettes sur valeurs du compte de placement	<b>(52)</b>	(45)
Gain sur les titrisations	<b>(39)</b>	(38)
Variations des actifs et passifs d'exploitation		
Impôts sur les bénéfices futurs	<b>(48)</b>	(23)
Impôts sur les bénéfices exigibles	<b>(159)</b>	(540)
Intérêts à recevoir et à payer	<b>365</b>	125
Valeurs du compte de négociation	<b>(9 084)</b>	(16 823)
Gains latents et montants à recevoir sur les contrats de dérivés	<b>(2 225)</b>	(4 208)
Pertes latentes et montants à payer sur les contrats de dérivés	<b>893</b>	3 783
Divers	<b>1 528</b>	171
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	<b>(7 981)</b>	(16 879)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Dépôts	<b>14 719</b>	22 735
Valeurs mobilières mises en pension	<b>842</b>	8 980
Valeurs mobilières vendues à découvert	<b>3 720</b>	4 724
Remboursement de billets et de débetures subordonnés et d'autres titres de créance	<b>(2)</b>	(152)
Billets et débetures subordonnés (acquis) vendus aux fins de négociation	<b>5</b>	(43)
Gain ou perte de change sur les billets et débetures subordonnés et autres titres de créance émis en une monnaie étrangère	<b>13</b>	4
Actions ordinaires émises à l'exercice d'options	<b>27</b>	35
Actions ordinaires émises par suite du régime de réinvestissement des dividendes	<b>73</b>	76
Actions ordinaires (acquises) vendues par les Services bancaires en gros	<b>2</b>	(98)
Dividendes versés sur actions ordinaires	<b>(236)</b>	(209)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	<b>19 163</b>	36 052
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	<b>(1 225)</b>	(45)
Variation des valeurs du compte de placement		
Achats	<b>(10 130)</b>	(10 036)
Produit tiré des échéances	<b>2 916</b>	691
Produit tiré des ventes	<b>3 791</b>	2 715
Variation des activités de crédit		
Montage et acquisitions	<b>(18 160)</b>	(33 334)
Produit tiré des échéances	<b>13 540</b>	29 387
Produit tiré des ventes	<b>1 061</b>	1 220
Produit des titrisations de prêts	<b>1 640</b>	904
Terrains, constructions, matériel et mobilier	<b>27</b>	(11)
Valeurs mobilières prises en pension	<b>(4 332)</b>	(10 367)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	<b>(10 872)</b>	(18 876)
Incidence des variations du taux de change sur les espèces et quasi-espèces	<b>15</b>	4
Variations nettes des espèces et quasi-espèces	<b>325</b>	301
Espèces et quasi-espèces au début de la période	<b>1 404</b>	1 468
<b>Espèces et quasi-espèces à la fin de la période représentées par l'encaisse et les dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques</b>	<b>1 729 \$</b>	1 769 \$
<b>Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie</b>		
Montant des intérêts payés au cours de la période	<b>1 587 \$</b>	1 343 \$
Montant des impôts sur les bénéfices payés au cours de la période	<b>331</b>	824
Dividendes par action ordinaire	<b>0,36 \$</b>	0,32 \$

Certains chiffres correspondants ont été retraités. Se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non vérifié)

Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus avec les états financiers consolidés de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 2004. Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et sont présentés selon les mêmes conventions comptables et méthodes d'application que les états financiers consolidés de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 2004, à l'exception des éléments décrits à la note 1. Les états financiers consolidés intermédiaires contiennent tous les rajustements qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires pour une présentation fidèle des résultats pour la périodes présentées.

### Note 1 : Modifications de conventions comptables

#### (a) Passifs et capitaux propres

Au 1<sup>er</sup> novembre 2004, la Banque a adopté de manière rétroactive les modifications apportées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) à sa norme comptable intitulée « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ». Par suite de ces modifications, la Banque a retraité les chiffres des périodes précédentes et a dû reclasser ses actions privilégiées existantes totalisant 1 310 millions de dollars et ses structures de capital innovatrices totalisant 900 millions de dollars au 31 octobre 2004 dans le passif et les distributions sur ces titres comme des frais d'intérêts. Les résultats applicables aux actions ordinaires et les résultats par action des périodes précédentes ne sont pas touchés. Le tableau suivant montre la réduction du

revenu d'intérêts net. Le bénéfice net avant le retraitement a également été réduit des mêmes montants pour chaque période. Par contre, le bénéfice net applicable aux actions ordinaires n'est pas touché, car les dividendes sur actions privilégiées et la part des actionnaires sans contrôle liée aux structures de capital innovatrices avaient déjà été déduits du bénéfice applicable aux actions ordinaires au cours des périodes précédentes. Aux fins du capital réglementaire, les instruments de capitaux propres existants de la Banque bénéficient d'une règle de droit acquis adoptée par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada, et les ratios de fonds propres de la Banque ne sont pas touchés.

(en millions de dollars)

	Trois mois terminés les		Exercices terminés les 31 octobre		
	31 janvier 2005	31 janvier 2004	2004	2003	2002
Revenu d'intérêts net – avant retraitement	1 440 \$	1 489 \$	5 943 \$	5 616 \$	5 300 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	12	21	78	87	93
part des actionnaires sans contrôle	17	23	92	92	64
<b>Revenu d'intérêts net – retraité</b>	<b>1 411 \$</b>	<b>1 445 \$</b>	<b>5 773 \$</b>	<b>5 437 \$</b>	<b>5 143 \$</b>

#### (b) Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

Au 1<sup>er</sup> novembre 2004, la Banque a adopté de manière prospective la note d'orientation concernant la comptabilité de l'ICCA sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Les EDDV sont des entités dans lesquelles le total des investissements en capitaux propres à risque n'est pas suffisant pour permettre à l'entité de financer ses activités sans soutien financier subordonné additionnel d'autres parties, y compris des investisseurs en capitaux propres. La note d'orientation concernant la comptabilité exigeait que la Banque identifie les EDDV dans lesquelles elle a un intérêt, détermine si elle est le principal bénéficiaire de ces entités et, le cas échéant, procède à leur consolidation. Comme principale incidence de l'adoption de la note d'orientation modifiée, la Banque a cessé de consolider l'une de ses structures de capital innovatrices, soit les titres de Fiducie de capital TD II, qui représente 350 millions de dollars du capital de première catégorie. Bien que la Banque ait le contrôle des voix, elle n'est pas considérée comme le principal bénéficiaire en vertu des règles visant les EDDV. Aux fins du capital réglementaire, les structures de capital innovatrices de la Banque bénéficient d'une règle de droit acquis adoptée par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada, et les ratios de fonds propres de la Banque ne sont pas touchés.

#### (c) Comptabilisation pour les services de banque d'affaires

Au 1<sup>er</sup> novembre 2004, la Banque a adopté de manière prospective les modifications de la norme comptable du Conseil des normes comptables du Canada relativement aux filiales afin que ne puisse plus être considérée comme un placement temporaire une entreprise que l'on acquiert dans l'intention manifeste de la céder dans

un avenir prévisible. Par conséquent, la Banque a commencé à comptabiliser à la valeur de consolidation les placements détenus dans le portefeuille des services de banque d'affaires s'ils sont importants. L'incidence de cette modification comptable est négligeable pour la Banque.

#### (d) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Au 1<sup>er</sup> novembre 2004, la Banque a adopté la norme comptable de l'ICCA sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de manière rétroactive, avec retraitement des chiffres. La norme comptable exige qu'un passif au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation soit comptabilisé à la juste valeur dans la période au cours de laquelle l'obligation est constatée. Le coût de mise hors service d'une immobilisation est capitalisé comme partie de la valeur comptable de l'immobilisation en question. L'incidence de cette modification est négligeable pour la Banque.

#### (e) Sociétés de placement

Au 1<sup>er</sup> novembre 2004, la Banque a adopté la note d'orientation concernant la comptabilité de l'ICCA sur les sociétés de placement qui exige que les sociétés de placement de la Banque comptabilisent tous leurs placements à la juste valeur. La note d'orientation définit les critères permettant de déterminer si une entreprise est une société de placement et fournit des directives quant aux circonstances où la société mère d'une société de placement ou l'investisseur qui comptabilise sa participation dans une société de placement à la valeur de consolidation doit comptabiliser les placements de la société de placement à leur juste valeur. L'incidence de cette note d'orientation concernant la comptabilité est négligeable pour la Banque.

**Note 2 : Provision pour prêts douteux**

La provision pour prêts douteux de la Banque aux 31 janvier 2005 et 2004 est présentée dans le tableau ci-après.

La Banque n'a plus de provision sectorielle à compter du premier trimestre de 2005.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2005			31 janvier 2004			
	Provision spécifique	Provision générale	Total	Provision spécifique	Provision générale	Provision sectorielle	Total
Solde au début de l'exercice	266 \$	917 \$	1 183 \$	487 \$	984 \$	541 \$	2 012 \$
Provision pour (annulation de) pertes sur créances	45	(35)	10	96	–	(200)	(104)
Transfert de la provision sectorielle à la provision spécifique	–	–	–	64	–	(64)	–
Radiations <sup>1</sup>	(111)	–	(111)	(232)	–	–	(232)
Recouvrements	54	–	54	26	–	32	58
Divers <sup>2</sup>	2	–	2	9	–	7	16
<b>Provision pour prêts douteux à la fin de la période</b>	<b>256 \$</b>	<b>882 \$</b>	<b>1 138 \$</b>	<b>450 \$</b>	<b>984 \$</b>	<b>316 \$</b>	<b>1 750 \$</b>

<sup>1</sup> Pour les trois mois terminés les 31 janvier 2005 et 2004, aucun montant n'a été radié à l'égard des prêts restructurés.

<sup>2</sup> Comprend les variations du taux de change et les pertes à la cession de prêts imputées à la provision sectorielle.

**Note 3 : Titrisations**

Le tableau suivant présente les activités de titrisation de la Banque pour les trois mois terminés les 31 janvier. Dans la plupart des cas, la Banque continue d'assurer la gestion des actifs titrisés.

(en millions de dollars canadiens)	2005				2004			
	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts personnels	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts personnels	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux
Produit brut tiré des nouvelles titrisations comptabilisées pendant la période	1 649 \$	471 \$	1 300 \$	– \$	1 042 \$	613 \$	1 500 \$	327 \$
Droits conservés comptabilisés pendant la période	35	3	24	–	26	4	27	1
Gain à la vente, déduction faite des frais de l'opération et des charges <sup>1</sup>	14	3	22	–	4	4	25	5
Flux de trésorerie reçus sur les droits conservés	44	57	43	2	35	11	49	1

Le tableau suivant présente l'incidence des titrisations sur l'état des résultats consolidé intermédiaire de la Banque pour les trois mois terminés les 31 janvier.

(en millions de dollars canadiens)	2005				Total
	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts personnels	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux	
Gain à la vente, déduction faite des frais de l'opération et des charges <sup>1</sup>	14 \$	3 \$	22 \$	– \$	39 \$
Revenus de gestion	23	10	21	–	54
<b>Total</b>	<b>37 \$</b>	<b>13 \$</b>	<b>43 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>93 \$</b>

  

(en millions de dollars canadiens)	2004				Total
	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts personnels	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux	
Gain à la vente, déduction faite des frais de l'opération et des charges <sup>1</sup>	4 \$	4 \$	25 \$	5 \$	38 \$
Revenus de gestion	42	7	24	–	73
<b>Total</b>	<b>46 \$</b>	<b>11 \$</b>	<b>49 \$</b>	<b>5 \$</b>	<b>111 \$</b>

<sup>1</sup> Pour ce qui est des prêts à terme (prêts hypothécaires résidentiels et prêts hypothécaires commerciaux), le gain à la vente est présenté après les incidences des couvertures sur les actifs vendus.

Les principales hypothèses utilisées pour évaluer les droits vendus et conservés aux 31 janvier sont présentées dans le tableau suivant.

	2005				2004			
	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts personnels	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts personnels	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux
Taux de remboursement anticipé <sup>1</sup>	20,0 %	5,9 %	41,0 %	3,0 %	20,0 %	5,9 %	39,4 %	5,0 %
Rendement à répartir <sup>2</sup>	0,7	1,1	12,9	–	0,7	1,1	12,2	–
Taux d'actualisation	5,0	3,1	4,2	9,8	5,2	2,8	4,4	4,9
Pertes sur créances prévues <sup>3</sup>	–	–	2,9	0,1	–	–	3,0	0,1

<sup>1</sup> Représente le taux de remboursement mensuel pour les prêts personnels et les prêts sur cartes de crédit.

<sup>2</sup> Le rendement à répartir au titre des prêts sur cartes de crédit reflète le rendement net du portefeuille qui correspond aux intérêts gagnés et aux autres revenus moins les coûts de financement et les pertes.

<sup>3</sup> Aucune perte sur créances n'est prévue pour les prêts hypothécaires résidentiels, car ils sont garantis par le gouvernement.

Au cours du premier trimestre de 2005, il y a eu des échéances de prêts et de créances précédemment titrisés de 1 780 millions de dollars (2 578 millions de dollars au premier trimestre de 2004).

Ainsi, le produit net des titrisations de prêts s'est établi à 1 640 millions de dollars (904 millions de dollars au premier trimestre de 2004).

#### Note 4 : Entités à détenteurs de droits variables

Les entités à détenteurs de droits variables (EDDV) sont des entités dans lesquelles le total des investissements en capitaux propres à risque n'est pas suffisant pour permettre à l'entité de financer ses activités sans soutien financier subordonné additionnel d'autres parties, y compris les investisseurs en capitaux propres. Selon la note d'orientation concernant la comptabilité, la Banque doit désigner les EDDV dans lesquelles elle détient un droit, déterminer si elle en est le principal bénéficiaire et, le cas échéant, les consolider. Le principal bénéficiaire est une entité qui assume la majorité des pertes prévues des EDDV ou a droit à la majorité des rendements résiduels prévus des EDDV ou aux deux.

Au 31 janvier 2005, la Banque n'était pas considérée comme le principal bénéficiaire d'une EDDV importante. Par contre, au 31 janvier 2005, la Banque détenait des droits variables importants dans des EDDV dont elle n'est pas considérée comme le principal bénéficiaire. Dans le premier cas, il s'agit de conduits à plusieurs vendeurs que la Banque a créés au cours des exercices 1993, 1998, 1999 et 2000, avec des actifs totalisant 8 milliards de dollars. Bien que la probabilité de perte soit négligeable, l'exposition maximale

éventuelle de la Banque pour ces conduits était de 8 milliards de dollars au 31 janvier 2005 (en cas d'anomalie générale du marché, seules les liquidités serviront à éponger une perte).

Dans le second cas, il s'agit d'un conduit à vendeur exclusif que la Banque a créé au cours de l'exercice 2000 au moyen d'actifs de 3 milliards de dollars. Bien que la probabilité de perte soit négligeable, l'exposition maximale éventuelle de la Banque pour ce conduit atteignait 3 milliards de dollars au 31 janvier 2005 (en cas d'anomalie générale du marché, seules les liquidités serviront à éponger une perte).

La Banque conclut également des opérations structurées pour le compte de clients. Depuis l'exercice 2001, la Banque vend des actifs de négociation à certains conduits à plusieurs vendeurs gérés par des tiers afin d'obtenir des fonds de manière économique et de gérer son capital réglementaire. Dans le cadre de ces opérations, la Banque maintient son exposition à l'égard des actifs, qu'elle couvre par des contrats de dérivés exécutés avec les conduits. L'exposition maximale de la Banque pour l'entité se limite à la valeur nominale de 2 milliards de dollars des actifs en cause vendus.

#### Note 5 : Billets et débiteures subordonnés et autres titres de créance

Au cours du premier trimestre de 2005, la Banque a remboursé à l'échéance 2 millions de dollars de débiteures, assorties d'un taux d'intérêt de 0,7 %.

**Note 6 : Capital social et passif au titre des actions privilégiées**

(en milliers d'actions)	31 janvier 2005	31 octobre 2004
Passif au titre des actions privilégiées émises par la Banque :		
Catégorie A – série I	16	16
Catégorie A – série J	16 384	16 384
Catégorie A – série M	14 000	14 000
Catégorie A – série N	8 000	8 000
Passif au titre des actions privilégiées émises par Société d'investissement hypothécaire TD : série A	350	350
Actions ordinaires <sup>1</sup> – en circulation	658 349	655 902
Options sur actions ordinaires – en circulation	23 245	22 049

<sup>1</sup> 8 340 actions ordinaires nettes détenues par les filiales de la Banque ont été vendues au cours du trimestre et ajoutées au capital social.

Au cours du premier trimestre de 2005, la Banque n'a racheté aucune action ordinaire en circulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des affaires. Par conséquent, le 24 février 2005, la Banque a annoncé la cessation de cette offre et le lancement d'une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des affaires, d'au plus un an, visant à racheter aux fins d'annulation un

maximum de 14 millions d'actions ordinaires, représentant environ 2,1 % des actions ordinaires en circulation de la Banque. Pour obtenir un exemplaire de l'avis de l'offre sans frais, on peut s'adresser au service des Relations avec les actionnaires aux coordonnées indiquées en page 24 du présent rapport.

**Note 7 : Rémunération à base d'actions**

Pour le premier trimestre de 2005, la Banque a constaté une charge de rémunération de 4 millions de dollars (3 millions de dollars au premier trimestre de 2004) pour des attributions d'options sur actions dans les états des résultats consolidés intermédiaires. Au cours du premier trimestre de 2005, 2,2 millions d'options (2,4 millions au premier trimestre de 2004) ont été attribuées à une juste valeur moyenne pondérée de 10,63 \$ l'option (9,26 \$ l'option au premier trimestre de 2004). La juste valeur des options attribuées a été

estimée à la date d'attribution des options d'après le modèle d'évaluation de Black et Scholes et selon les hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 3,70 % (4,10 % au premier trimestre de 2004), durée prévue des options de 5,3 ans (5,0 ans au premier trimestre de 2004), volatilité prévue de 25,7 % (27,6 % au premier trimestre de 2004), et rendement de l'action prévu de 2,84 % (2,93 % au premier trimestre de 2004).

**Note 8 : Avantages sociaux futurs**

Les charges liées au régime de retraite principal et aux principaux régimes d'avantages complémentaires de retraite de la Banque sont comme suit :

**Charge de retraite liée au régime de retraite principal**

(en millions de dollars canadiens)	Trois mois terminés les	
	31 janvier 2005	31 janvier 2004
<i>Éléments de la charge de retraite avant les ajustements pour constater la nature à long terme du coût</i>		
Coût des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice – prestations acquises	11 \$	10 \$
Frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations projetées	26	24
Rendement réel des actifs du régime	(31)	(46)
Modifications du régime	53	–
<i>Ajustements pour constater la nature à long terme du coût du régime</i>		
Écart entre les coûts attribuables à la période et les coûts comptabilisés au cours de la période au titre de ce qui suit :		
Rendement des actifs du régime <sup>1</sup>	3	20
(Gains actuariels) pertes actuarielles <sup>2</sup>	3	4
Modifications du régime <sup>3</sup>	(52)	1
<b>Total</b>	<b>13 \$</b>	<b>13 \$</b>

<sup>1</sup> Comprend le rendement prévu des actifs du régime de 28 millions de dollars (25 millions de dollars au premier trimestre de 2004) moins le rendement réel des actifs du régime de 31 millions de dollars (45 millions de dollars au premier trimestre de 2004).

<sup>2</sup> Comprend la perte constatée au premier trimestre de 2005 de 3 millions de dollars (4 millions de dollars au premier trimestre de 2004) moins les pertes actuarielles sur les obligations au titre des prestations projetées subies au cours du premier trimestre de 2005 de néant (néant au premier trimestre de 2004).

<sup>3</sup> Comprend l'amortissement des coûts des modifications du régime au premier trimestre de 2005 de 1 million de dollars (1 million de dollars au premier trimestre de 2004) moins les modifications au coût réel au premier trimestre de 2005 de 53 millions de dollars (néant au premier trimestre de 2004).

### Charge de retraite des autres régimes de retraite

	<i>Trois mois terminés les</i>	
	<b>31 janvier 2005</b>	31 janvier 2004
(en millions de dollars canadiens)		
Régime de retraite à prestations déterminées de Canada Trust	<b>1 \$</b>	1 \$
Régimes de retraite complémentaires des employés	<b>6</b>	6
<b>Total</b>	<b>7 \$</b>	7 \$

La charge liée au volet cotisations déterminées du régime de Canada Trust pour le trimestre terminé le 31 janvier 2005 a été de 0,1 million de dollars (0,1 million de dollars au premier trimestre de 2004).

### Charge liée aux principaux régimes d'avantages complémentaires de retraite

	<i>Trois mois terminés les</i>	
	<b>31 janvier 2005</b>	31 janvier 2004
(en millions de dollars canadiens)		
Coût des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice – prestations acquises	<b>3 \$</b>	2 \$
Frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations projetées	<b>5</b>	5
<b>Total</b>	<b>8 \$</b>	7 \$

### Flux de trésorerie

Les cotisations de la Banque à ses principaux régimes de retraite et régimes d'avantages complémentaires de retraite pour les trois mois terminés les 31 janvier 2005 et 2004 sont comme suit :

	<i>Trois mois terminés les</i>	
	<b>31 janvier 2005</b>	31 janvier 2004
(en millions de dollars canadiens)		
Régime de retraite principal	<b>14 \$</b>	11 \$
Régime de retraite à prestations déterminées de Canada Trust	<b>1</b>	1
Régimes de retraite complémentaires des employés	<b>2</b>	2
Principaux régimes d'avantages complémentaires de retraite	<b>2</b>	2
<b>Total</b>	<b>19 \$</b>	16 \$

Au 31 janvier 2005, la Banque prévoyait cotiser un montant additionnel de 42 millions de dollars à son régime de retraite principal, 1 million de dollars au régime de retraite à prestations déterminées de Canada Trust, 6 millions de dollars aux régimes de retraite complémentaires des employés et 9 millions de dollars à

ses principaux régimes d'avantages complémentaires de retraite d'ici la fin de l'exercice. Cependant, le montant des cotisations futures peut varier en fonction de l'examen par la Banque du niveau des cotisations actuelles au cours de l'exercice.

**Note 9 : Bénéfice par action ordinaire**

(en millions de dollars canadiens)	Trois mois terminés les	
	31 janvier 2005	31 janvier 2004
<b>Bénéfice de base par action ordinaire</b>		
Bénéfice net applicable aux actions ordinaires	630 \$	582 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions)	656,6	654,8
Bénéfice de base par action ordinaire	<b>0,96 \$</b>	0,89 \$
<b>Bénéfice dilué par action ordinaire</b>		
Bénéfice net applicable aux actions ordinaires	630 \$	582 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions)	656,6	654,8
Options sur actions potentiellement exerçables comme déterminé selon la méthode du rachat d'actions <sup>1</sup>	5,3	5,2
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué	661,9	660,0
Bénéfice dilué par action ordinaire	<b>0,95 \$</b>	0,88 \$

<sup>1</sup> Pour le premier trimestre de 2005, le calcul du bénéfice dilué par action ordinaire excluait le nombre moyen pondéré d'options en cours de 1,1 million à un prix d'exercice pondéré de 49,40 \$, car le prix des options était supérieur au cours moyen du marché des actions ordinaires de la Banque. Pour le premier trimestre

de 2004, toutes les options en cours ont été incluses dans le calcul du bénéfice dilué par action ordinaire, car le prix d'exercice des options était inférieur au cours moyen du marché des actions ordinaires de la Banque.

**Note 10 : Informations sectorielles**

La Banque mène ses activités par l'entremise des entreprises suivantes : Services bancaires personnels et commerciaux, Services bancaires en gros et Gestion de patrimoine. Les résultats de ces secteurs pour les

trois mois terminés les 31 janvier 2005 et 2004 sont présentés dans le tableau ci-après.

**Résultats par secteur d'activité**

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires personnels et commerciaux		Services bancaires en gros <sup>1</sup>		Gestion de patrimoine		Siège social <sup>1</sup>		Total	
	31 janvier 2005	31 janvier 2004	31 janvier 2005	31 janvier 2004	31 janvier 2005	31 janvier 2004	31 janvier 2005	31 janvier 2004	31 janvier 2005	31 janvier 2004
<i>Pour les trois mois terminés les</i>										
Revenu d'intérêts net	1 089 \$	1 029 \$	278 \$	389 \$	145 \$	114 \$	(101) \$	(87) \$	1 411 \$	1 445 \$
Autres revenus	574	486	292	226	518	557	11	31	1 395	1 300
Total des revenus	1 663	1 515	570	615	663	671	(90)	(56)	2 806	2 745
Provision pour (annulation de) pertes sur créances	95	106	13	7	–	–	(98)	(217)	10	(104)
Frais autres que d'intérêts, avant amortissement des actifs incorporels	924	884	332	352	508	499	47	20	1 811	1 755
Bénéfice (perte) avant charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	644	525	225	256	155	172	(39)	141	985	1 094
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	220	175	84	80	57	61	(93)	17	268	333
<b>Bénéfice net (perte nette) – avant amortissement des actifs incorporels</b>	<b>424 \$</b>	350 \$	<b>141 \$</b>	176 \$	<b>98 \$</b>	111 \$	<b>54 \$</b>	124 \$	<b>717 \$</b>	761 \$
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices									87	179
<b>Bénéfice net comme présenté</b>									<b>630 \$</b>	582 \$
Total de l'actif (en milliards de dollars canadiens)										
– bilan	123,3 \$	117,5 \$	165,9 \$	158,4 \$	27,0 \$	22,3 \$	17,1 \$	18,0 \$	333,3 \$	316,2 \$
– titrisé	31,5	26,0	–	–	–	–	(10,3)	(7,2)	21,2	18,8

<sup>1</sup> Le rajustement selon l'équivalence fiscale est surtout présenté dans les résultats du secteur Services bancaires en gros; il est éliminé dans les résultats du secteur Siège social.

Certains chiffres correspondants ont été retraités. Se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

**Note 11 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis**

Les conventions comptables suivies par la Banque, y compris les exigences comptables du Bureau du surintendant des institutions financières Canada, sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada).

Les principaux écarts entre les PCGR du Canada et les PCGR des États-Unis sont décrits dans le Rapport annuel de 2004 de la Banque et leur incidence est présentée en détail ci-dessous.

**Bénéfice net**

(en millions de dollars canadiens)	<i>Trois mois terminés les 31 janvier</i>	
	<b>2005</b>	2004
Revenu net selon les PCGR du Canada	<b>630 \$</b>	582 \$
Titrisations	<b>(2)</b>	(2)
Valeurs mobilières disponibles aux fins de vente	<b>2</b>	2
Instruments dérivés et activités de couverture	<b>(88)</b>	(122)
Garanties	<b>(3)</b>	(3)
Passif et capitaux propres	<b>29</b>	44
Impôts sur les bénéfices et variation nette des impôts sur les bénéfices attribuable aux éléments ci-dessus	<b>43</b>	48
Part des actionnaires sans contrôle	<b>(23)</b>	(29)
<b>Bénéfice net selon les PCGR des États-Unis</b>	<b>588</b>	520
Dividendes sur actions privilégiées	<b>6</b>	15
<b>Bénéfice net applicable aux actions ordinaires selon les PCGR des États-Unis</b>	<b>582 \$</b>	505 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions)		
De base – PCGR des États-Unis	<b>656,6</b>	654,8
– PCGR du Canada	<b>656,6</b>	654,8
Dilué – PCGR des États-Unis	<b>661,9</b>	660,0
– PCGR du Canada	<b>661,9</b>	660,0
Bénéfice de base par action ordinaire – PCGR des États-Unis	<b>0,89 \$</b>	0,77 \$
– PCGR du Canada	<b>0,96</b>	0,89
Bénéfice dilué par action ordinaire – PCGR des États-Unis	<b>0,88 \$</b>	0,77 \$
– PCGR du Canada	<b>0,95</b>	0,88

**État du résultat étendu consolidé intermédiaire**

(en millions de dollars canadiens)	<i>Trois mois terminés les 31 janvier</i>	
	<b>2005</b>	2004
Bénéfice net selon les PCGR des États-Unis	<b>588 \$</b>	520 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices		
Variation nette des gains et pertes latents sur les valeurs mobilières disponibles aux fins de vente	<b>123</b>	99
Reclassement dans les résultats des valeurs mobilières disponibles aux fins de vente	<b>5</b>	5
Variation des gains et pertes latents à la conversion de monnaies étrangères	<b>53</b>	117
Variation des gains et pertes sur les instruments dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	<b>(124)</b>	(150)
Reclassement dans les résultats des gains et pertes sur les couvertures de flux de trésorerie	<b>5</b>	83
<b>Résultat étendu</b>	<b>650 \$</b>	674 \$

**Bilan consolidé intermédiaire condensé**

(en millions de dollars canadiens)	2005			2004		
	PCGR du Canada	Rajustements	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Rajustements	PCGR des États-Unis
<i>Aux 31 janvier</i>						
<b>Actif</b>						
Liquidités et autres	10 588 \$	– \$	10 588 \$	8 065 \$	– \$	8 065 \$
Valeurs mobilières						
Compte de placement	34 862	4 349	39 211	31 450	1 903	33 353
Compte de négociation	75 977	–	75 977	71 713	281	71 994
Valeurs mobilières prises en pension	26 220	–	26 220	27 842	–	27 842
Prêts, montant net	125 833	–	125 833	119 985	3 958	123 943
Réévaluation des instruments dérivés à la valeur du marché	35 922	1 376	37 298	32 659	1 434	34 093
Écart d'acquisition	2 245	64	2 309	2 272	64	2 336
Actifs incorporels	2 010	33	2 043	2 570	34	2 604
Autres actifs	19 660	9	19 669	19 680	103	19 783
<b>Total de l'actif</b>	<b>333 317 \$</b>	<b>5 831 \$</b>	<b>339 148 \$</b>	<b>316 236 \$</b>	<b>7 777 \$</b>	<b>324 013 \$</b>
<b>Passif</b>						
Dépôts	221 962 \$	– \$	221 962 \$	205 615 \$	– \$	205 615 \$
Réévaluation des instruments dérivés à la valeur du marché	34 766	1 200	35 966	31 783	720	32 503
Autres passifs	55 516	4 206	59 722	58 356	2 245	60 601
Billets et débiteurs subordonnés et autres titres de créance	5 660	–	5 660	5 696	4 051	9 747
Passif au titre des actions privilégiées et des titres de Fiducie de capital	2 210	(2 210)	–	2 772	(2 772)	–
Total du passif	320 114	3 196	323 310	304 222	4 244	308 466
<b>Part des actionnaires sans contrôle</b>	–	1 250	1 250	–	1 727	1 727
<b>Avoir des actionnaires</b>						
Actions privilégiées	–	960	960	–	1 172	1 172
Actions ordinaires	3 475	38	3 513	3 192	27	3 219
Surplus d'apport	24	1	25	12	12	24
Gain ou perte de change	(212)	212	–	(57)	57	–
Bénéfices non répartis	9 916	(206)	9 710	8 867	172	9 039
Autres éléments du résultat étendu cumulés						
Gains latents nets sur les valeurs mobilières disponibles aux fins de vente	–	455	455	–	410	410
Gain ou perte de change	–	(212)	(212)	–	(57)	(57)
Instruments dérivés	–	142	142	–	13	13
Ajustement du passif minimum découlant du régime de retraite	–	(5)	(5)	–	–	–
Total de l'avoir des actionnaires	13 203	1 385	14 588	12 014	1 806	13 820
<b>Total du passif et de l'avoir des actionnaires</b>	<b>333 317 \$</b>	<b>5 831 \$</b>	<b>339 148 \$</b>	<b>316 236 \$</b>	<b>7 777 \$</b>	<b>324 013 \$</b>

**Consolidation des entités à détenteurs de droits variables**

Au 1<sup>er</sup> novembre 2004, la Banque a adopté de manière prospective la note d'orientation concernant la comptabilité de l'ICCA sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables. Cette convention comptable a harmonisé les PCGR du Canada avec ceux des États-Unis. Par conséquent, en date du 1<sup>er</sup> novembre 2004, aucun écart important à l'égard des entités à détenteurs de droits variables n'existait entre les PCGR du Canada et les PCGR des États-Unis. Les PCGR du Canada antérieurs exigeaient la consolidation de ces entités seulement lorsque la Banque conservait la quasi-totalité des risques et des avantages résiduels de l'entité.

**Passifs et capitaux propres**

Au 1<sup>er</sup> novembre 2004, la Banque a adopté de manière rétroactive les modifications apportées par l'ICCA à sa norme comptable intitulée «Instruments financiers – informations à fournir et présentation». Par suite de ces modifications, la Banque a retraité les chiffres des périodes précédentes et a dû reclasser ses actions privilégiées existantes et ses structures de capital innovatrices dans le passif et les distributions sur ces titres comme des frais d'intérêts aux fins des PCGR du Canada. Cependant, selon les PCGR des États-Unis, les actions privilégiées de la Banque (sauf les actions privilégiées de

Société d'investissement hypothécaire TD, filiale de la Banque) continuent d'être considérées comme des capitaux propres et ses structures de capital innovatrices, comme des parts des actionnaires sans contrôle. En outre, selon les PCGR des États-Unis, les actions privilégiées de Société d'investissement hypothécaire TD, filiale de la Banque, continuent d'être présentées comme des parts des actionnaires sans contrôle au bilan consolidé intermédiaire, et le bénéfice net applicable aux actionnaires sans contrôle continue d'être présenté de façon distincte à l'état des résultats consolidé intermédiaire. En raison des retraitements des chiffres des périodes précédentes aux fins des PCGR du Canada, la Banque a reclassé ses ajustements afin que ses états financiers consolidés intermédiaires soient conformes aux PCGR des États-Unis.

**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations**

Au 1<sup>er</sup> novembre 2004, la Banque a adopté la norme comptable de l'ICCA sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de manière rétroactive. Cette norme comptable a harmonisé les PCGR du Canada avec ceux des États-Unis. Par conséquent, depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2004, il n'existe aucun écart important entre les PCGR du Canada et les PCGR des États-Unis en ce qui a trait aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

**Note 12 : Futures modifications comptables****Résultat par action**

L'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié un projet de norme comptable sur le résultat par action qui s'applique à la Banque à compter de l'exercice 2006. La principale incidence de ce projet est l'élimination de la disposition qui permet à la Banque de présumer que les contrats assortis d'une option de règlement au comptant ou sous forme d'actions seront réglés au comptant. Ainsi, le passif de la Banque au titre des actions privilégiées et des titres de Fiducie de capital (qui comprennent les titres de Fiducie de capital TD et de Fiducie de capital TD II respectivement de Fiducie de capital TD et de Fiducie de capital TD II) devra être inclus dans le calcul du résultat dilué par action. L'incidence sur le résultat dilué par action devrait être d'environ quatre cents l'action pour un trimestre. Le résultat de base par action ne sera pas touché.

**Instruments financiers, couvertures et résultat étendu**

L'ICCA a publié trois nouvelles normes : «*Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*», «*Couvertures*» et «*Résultat étendu*». Ces normes, harmonisées en grande partie avec les PCGR des États-Unis, seront applicables à la Banque à compter du premier trimestre de l'exercice 2007. Les incidences principales de ces normes sont décrites ci-dessous.

Les actifs financiers seront classés comme «susceptibles de vente», «détenus jusqu'à l'échéance» ou «aux fins de négociation». Les actifs détenus jusqu'à l'échéance seront limités aux instruments à échéance

fixe que la Banque entend conserver jusqu'à l'échéance et qu'elle a la capacité de conserver jusque-là et seront comptabilisés à leur coût non amorti. Les actifs aux fins de négociation continueront d'être comptabilisés à leur juste valeur, et les gains et pertes latents et réalisés seront présentés dans le bénéfice net. Les autres actifs seront classés comme «susceptibles de vente» et seront évalués à leur juste valeur, et les gains et pertes latents seront comptabilisés dans le résultat étendu.

Dans le cas de la couverture de la juste valeur, qui consiste pour la Banque à couvrir les variations de la juste valeur des actifs, des passifs ou des engagements fermes, la variation de valeur des dérivés et des éléments couverts sera comptabilisée dans les résultats. Dans le cas de la couverture des flux de trésorerie, qui consiste pour la Banque à couvrir la variation des flux de trésorerie liés aux actifs, aux passifs et aux opérations prévues à taux variable, la tranche efficace de la couverture des variations de la juste valeur des instruments dérivés sera comptabilisée dans le résultat étendu jusqu'à ce que les éléments couverts soient constatés dans les résultats.

Le résultat étendu sera présenté comme poste distinct des capitaux propres et un nouvel état intitulé «État du résultat étendu» sera ajouté au jeu d'états financiers de base de la Banque. Le résultat étendu comprend les gains ou pertes latents sur les valeurs mobilières susceptibles de vente, les gains ou pertes de change et les instruments dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie, déduction faite des impôts.

## RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES ET DES INVESTISSEURS

---

### Services aux actionnaires

Appeler le Service de Relations avec les actionnaires au 416 944-6367 ou sans frais au 1 866 756-8936 ou par courriel : [tdshinfo@td.com](mailto:tdshinfo@td.com).

On peut aussi joindre les Services aux actionnaires sans frais au Canada ou aux États-Unis :

1 800 4NEWS-TD (1 800 463-9783).

À Toronto, composer : 416 982-NEWS [416 982-6397].

Internet – site Web : [www.td.com](http://www.td.com)

Internet – courrier électronique : [customer.service@td.com](mailto:customer.service@td.com)

### Renseignements généraux

Finances : Communiquer avec les Affaires internes et publiques au 416 982-8578

Produits et services : Communiquer avec TD Canada Trust, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 : 1 866 233-2323

Anglais : 1 866 222-3456

Cantonais/mandarin : 1 800 328-3698

Service téléphonique à l'intention des

malentendants : 1 800 361-1180

### Assemblée annuelle

Le mercredi 23 mars 2005, 9 h 30

Fairmont Château Laurier

Ottawa (Ontario)

**Présentation en direct aux investisseurs :** Des états financiers complets et une présentation aux investisseurs et analystes (disponible le 24 février) sont accessibles à partir de la page d'accueil du site Web du Groupe Financier Banque TD, à l'adresse [www.td.com](http://www.td.com), onglet Investor Relations, page Presentations & Events.

**Diffusion sur le Web d'une conférence téléphonique :** Une diffusion en direct audio et vidéo par Internet de la conférence téléphonique sur les résultats trimestriels du Groupe Financier Banque TD avec des investisseurs et analystes est prévue pour le 24 février 2005 à 15h30 HE. La conférence est diffusée sur le site Web du Groupe Financier Banque TD à l'adresse [www.td.com](http://www.td.com). De plus, des enregistrements des présentations sont archivés sur le site Web de TD et seront disponibles pour écoute pendant au moins un mois.

### Conférence téléphonique sur les résultats trimestriels :

Une reprise instantanée de la téléconférence est disponible du 24 février au 24 mars 2005. Composer sans frais le 1 877 289-8525, ou le (416) 640-1917 à Toronto, mot de passe 21111124 (touche carré).

**Logiciel requis pour la diffusion sur le Web :** Un explorateur Navigator 4.5 ou Microsoft Internet Explorer 4.0 ou une version supérieure est nécessaire pour avoir accès à la diffusion sur le Web par Internet. Real Player est également requis. Pour télécharger Real Player, visiter le site [www.real.com](http://www.real.com).